

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ,
PRATIQUE.

S'ADRESSER
POUR LA REDACTION
ET
LES RENSEIGNEMENTS
chez
LE RÉDACTEUR EN CHEF
A. CONSTANT,
Rue Las-Cases, 4,
ou
chez A. LEGALLOIS,
Rue Aumaire, 19 bis.

CE JOURNAL PARAÎT LE JEUDI ET LE DIMANCHE.

LE TRIBUN DU PEUPLE

ORGANE DE LA MONTAGNE.

TON DROIT EST MON DEVOIR,
TON DEVOIR EST MON DROIT.

Rédacteurs et fondateurs :
A^{re} CONSTANT,
dit l'Abbé Constant,
A^{re} LEGALLOIS,
éditeur propagandiste,
A^{re} ESQUIROS,
M^{me} MARIE HENRIE CONSTANT,
Élisabeth Scettier,
ADELE ESQUIROS,
D. CHRISTIAN, artiste.

Dépôts : rue Coquillière, 14, rue Aumaire, 19 bis, et au Club, rue Frépillon, 24.

CLUB DE LA MONTAGNE.

Nous venons, comme par le passé (alors la tyrannie), pour continuer l'œuvre de ces héroïques et sublimes Montagnards, apôtres du sans-culotte Jésus-Christ, qui descendirent dans la tombe après avoir proclamé, aux yeux du monde entier, la Liberté, l'Égalité et la *Fraternité-Pratique* des hommes et des femmes de toute la terre, brûlants d'amour et d'espérance pour l'humanité agonisante, leur mère, et notre amante à nous ! qu'un peuple-Christ vient de ressusciter en trois heures, aux chants de l'hosanna populaire et aux acclamations de la foudre et des éclairs !!!

Les barricades sont la montagne du peuple ! C'est là qu'il s'est affranchi et qu'il s'est proclamé souverain ! C'est surtout dans le carré Saint-Martin que les pavés se sont soulevés pour faire un trône à la liberté. Sur ce trône nous voulons maintenir le peuple, le vrai peuple qui s'est battu et qui a triomphé. Nous appelons donc les hommes d'action et les travailleurs, les citoyens purs de toute intrigue et de toute coterie, la noblesse du travail, en un mot. Les citoyens qui voudront faire partie de la Société reconnaîtront celui qui les convoque, ils l'ont vu sur les barricades, et personne ne l'a encore rencontré dans les antichambres des nouveaux ministères.

La première réunion a eu lieu le 21, à 8 heures du soir, rue Frépillon, 24, à la Bonne-Vendange.

Vive la République ! la Voûte Aumaire-Transnonnain et le Carré Saint-Martin !

Le Président : AUGUSTE P. LEGALLOIS,
Rédacteur du Représentant du Peuple.

Les citoyens adhérant aux principes du Club de la Montagne, qu'ils en fassent ou non partie, sont priés instamment de répandre par eux et les leurs ces doctrines partout où il leur sera possible, en y apportant, bien entendu, le désintéressement qu'ils trouveront en eux pour arriver à leur réalisation, pour lesquelles nous avons sacrifié notre vie passée et future.

QUESTION ÉLECTORALE.

On se demande avec inquiétude pourquoi sur quatre cent mille ouvriers appelés à faire valoir leurs droits électoraux, trente mille à peine se sont fait inscrire sur les listes électorales de Paris ?

Est-ce insouciance ? Mais cette insouciance serait un symptôme des plus graves. La masse des ouvriers n'aurait-elle déjà plus foi au système représentatif, et ne voudrait-elle plus pour mandataires que ses bras, et pour interprètes que ses armes ? La Jacquerie n'attendrait-elle que le moment de commencer ? Voilà ce qu'on pourrait se demander avec raison en présence d'une si menaçante inertie !

Doit-on accuser de cette immense omission les intrigues de l'aristocratie bourgeoise, ou la mauvaise volonté des employés aux mairies de Paris ? A-t-on éliminé les pauvres ? N'aurait-on accepté que les ouvriers à domicile fixe et qui sont dans leurs meubles ? Aurait-on constitué déjà une bourgeoisie dans le prolétariat, et admis seulement une fournée de travailleurs privilégiés, pour en faire des déserteurs de la cause de leurs frères ? Voilà des questions aussi graves que la précédente, et qui ne peuvent rester sans réponse, si l'on ne veut pas qu'elles n'aient plus pour solution que les réactions à main armée et l'épouvantable fléau de la guerre sociale.

N'oublions pas que deux mondes sont en présence, celui des usurpateurs et celui des déshérités ; les mangeurs et les producteurs ; la propriété qui exploite et le travail qui a été exploité jusqu'à présent ; ceux qui vivent sans travailler, en un mot, et ceux qui travaillent sans vivre !

Il s'agit de concilier les intérêts de ces deux mondes, et de prévenir par des concessions mutuelles une effroyable collision.

Maintenant, avis aux bourgeois.

Si vous tripotez les élections pour escamoter encore une majorité de satisfaits... malheur à vous !

La terrible leçon de Louis-Philippe ne vous aura point

profité. Vous tomberez comme lui ; mais votre chute sera plus sanglante. Vous allez allumer un incendie qui ne s'arrêtera qu'après avoir dévoré tout cet édifice social, pourri et vermoulu, que vous étayez maladroitement avec le bois mort des vieilles aristocraties.

Bourgeois, permettez que nous vous le disions : si vous compreniez bien vos intérêts, vous seriez plus révolutionnaires que nous !

Démolissez la baraque avant qu'elle ne croule, et cela dans l'intérêt de vos têtes et de vos épaules. Voilà le plus sage conseil qu'on puisse vous donner aujourd'hui.

Le croirez-vous ? Si vous ne le croyez pas, tant pis ! L'avenir alors est bien triste. Si vous le croyez, le monde est sauvé !

Un mot maintenant pour le peuple.

Frères, vous êtes grands dans vos triomphes, et la victoire efface tous vos ressentiments. Vous savez vaincre et vous ne savez pas vous venger. Mais soyez vigilants et restons unis ! Jurons tous qu'on ne nous reprendra plus les droits que nous avons conquis. Jurons l'abolition de la misère et la réhabilitation des parias. Jurons de vivre en travaillant ou de mourir en combattant !

L'épouvantail des niais.

Depuis quelque temps, on fait courir les bruits les plus absurdes pour effrayer les boutiquiers et les engager à se perdre. On dit que les communistes, au nombre de dix mille, vont marcher sur l'Hôtel de ville et égorger le Gouvernement provisoire, puis mettre Paris au pillage... etc., etc.

Nous demandons où sont et d'où pourront sortir les communistes dont on veut parler ? Si ce sont des échappés du bagne, je comprends les idées qu'on leur prête ; mais le nom qu'on leur donne est une mauvaise plaisanterie, puisque le communisme n'est autre chose que la protestation contre le vol.

Est-ce M. Pierre Leroux qui va venir incendier Paris avec son école de néoplatoniciens ?

Est-ce George Sand qui va allumer l'incendie avec son cigare, ou Eugène Sue qui mettra ses gants blancs pour venir égorger tout le monde ?

Est-ce Cabet avec ses honnêtes Icariens qui menace la sécurité de la ville ?

Est-ce la rédaction si convenable et si pacifique du journal *la Fraternité* avec ses braves ouvriers qui va commencer la tuerie ?

Voilà cependant tous les chefs du communisme que nous connaissons. Mais les agents des partis et les conspirateurs aristocrates savent bien ce qu'ils veulent dire. Ils entendent par communistes les traîtres et les voleurs, et il ne faut pas leur dire qu'il n'en existe pas : ils savent le contraire mieux que personne, et s'ils étaient forcés de trouver les scélérats qui menacent l'ordre social, ils ne les chercheraient pas loin.

Citoyens,

Le grand représentant du peuple, celui qui a le plus souffert pour l'humanité, le martyr suprême qui s'est fait le sauveur du monde, le Christ, en un mot, se recommande à la confiance des hommes par son sang et ses cicatrices.

Vous dire ce qu'on a souffert pour vous, c'est vous exprimer assez combien on vous aime : ne croyez donc pas, frères en douleurs, que je veuille usurper votre intérêt ou m'imposer à votre pitié. Je ne veux vous occuper de moi que pour avoir le droit de me sacrifier pour vous, n'ayant que trente-trois ans, comme par le passé tout étioilé que m'a fait la tyrannie d'un pouvoir maudit.

Depuis dix-huit ans, je me suis fait le paria de la propagande. J'ai poussé le dévouement jusqu'à une abnégation que l'on a taxée de folie. J'ai fait la guerre à mes frais. J'ai usé mon crédit et celui des miens, ma santé, ma vie, et celle de mes frères et de mes sœurs, dont une est morte manquant de tout, pendant que j'étais en prison pour la deuxième fois, il y a un an. J'aurais compromis jusqu'à mon honneur, car je n'en veux pas d'autre que celui d'avoir contribué à tout prix au salut du peuple, dont ma famille, depuis plusieurs centaines d'années, en basse Normandie, s'honore de faire partie.

J'ai langué dans les prisons, où mon corps s'est usé sans que mon âme perdît rien de son énergie. La police m'a tra-

qué ensuite comme une bête fauve ; après des journées passées sans nourriture, j'ai couché sur le pavé des rues... et je n'ai été soutenu contre le désespoir, dans de si cruelles épreuves, que par la foi en l'avenir, l'espérance du triomphe de la justice, et l'amour du peuple !

Maintenant, je suis brisé ; mais il me semble que la révolution sociale va me donner une existence nouvelle !!! Je suis descendu dans le tombeau avec le peuple, avec lui je me sens ressuscité ! en l'embrasant du souffle que Dieu m'avait donné pour sa délivrance.

Je me présente donc, non pas à vos suffrages, mais à votre acceptation, comme propagandiste montagnard évangélique, dévoué organisateur jusqu'à la mort, et jusqu'après la mort si cela m'était possible. Je ne veux pas d'autre récompense de tout ce que j'ai souffert que le droit d'achever mon sacrifice pour le salut de mes frères et de mes sœurs en l'humanité, que j'ai tant vus souffrir.

Auguste-Pierre LEGALLOIS (de Pamiers),
éditeur propagandiste, malgré les bourreaux, les
mouchards et les grilles...

LE DÉCALOGUE DE LA LIBERTÉ.

TRADUCTION NOUVELLE DES COMMANDEMENTS DE DIEU.

I. Tu adoreras Dieu seul.

Aimons un même père, en frères que nous sommes. Et ne soyons jamais les esclaves des hommes.

II. Tu ne prendras pas le nom de Dieu en vain.

Ne parlons pas au monde au nom de l'Éternel : Des fantômes humains le culte est criminel.

III. Tu sanctifieras le jour du repos.

Mêlons à nos travaux un repos salutaire, Et les plaisirs de l'âme aux peines de la terre.

IV. Honore tes parents ; tu deviendras vieux.

Honorons les vieillards, nous vieillirons un jour, Et nos enfants pour nous seront bons à leur tour.

V. Ne tue point.

Ne donnons pas la mort, Dieu seul en est le maître, Puisqu'à tous les vivants lui seul a donné l'être.

VI. Ne sois pas impudique.

N'outrageons pas l'amour par d'obscènes plaisirs ; Sachons à la pudeur soumettre nos desirs.

VII. Ne sois pas voleur.

De l'usurpation le nom même est impie, La richesse est un vol que la misère expie.

VIII. Ne mens point.

Gardons au verbe humain toute sa dignité, Et n'offensons jamais la stricte vérité.

IX. Tu ne convoiteras pas la femme qui n'est pas à toi,

Que la femme soit libre, et sainte et vénérée, Sa faiblesse la garde et la rend plus sacrée.

X. N'ambitionne rien au préjudice des autres.

Respectons nos devoirs pour conserver nos droits, Et soyons tous égaux, comme un peuple de rois.

LES COMMANDEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE

POUR REMPLACER CEUX DE L'ÉGLISE.

I.

Tu n'opprimeras pas tes enfants ni ta femme : De la force et du droit tout abus est infâme.

II.

Travaille pour être homme et pour gagner ton pain, Mais ne mange pas seul, lorsque ton frère a faim.

III.

Tu ne souffriras point que le méchant t'opprime : Quand le vice commande, obéir est un crime.

IV.

Pour l'intérêt de tous, tiens-toi prêt à souffrir, Et pour l'humanité sois heureux de mourir.

V.

Ne t'abrutis jamais par la stupide ivresse, Et ne te laisse pas vaincre par la mollesse.

VI.

Que la fraternité soit ton culte et ta loi,
Donne ta vie à tous, et tous vivront pour toi.

La résurrection de la Liberté.

1848.

Elle est ressuscitée, la reine puissante, la noble Liberté ! Elle s'est élancée hors de la tombe, comme un aigle terrible aux blanches ailes de colombe ! Elle est ressuscitée !... Sa robe de pourpre et d'or s'entoure, en ondoyant, d'une écharpe d'azur ; son pied victorieux se pose sur la chevelure sanglante de l'antechrist du Nord, et sa tête au front superbe s'élève sur le monde couronné par la lumière.

Regardez-la, ô peuples ! promener son regard vainqueur sur la terre nivelée par le vent terrible des révolutions, et préparée pour la semence de l'avenir !

Elle se tourne vers vous, et pressant du pied sa blanche cavale prête à s'élancer au combat, elle vous demande s'il est temps de dormir encore !

Si vous devez encore courber le front et vous laisser asservir par le vieux levain de la tyrannie !

S'il doit y avoir encore des grands et des petits, des faibles et des forts !

Si vous devez encore mourir de faim et de misère, aux pieds des murailles qu'un autre aura élevées autour des moissons jaunies, dont la terre s'est couverte à la voix puissante du Seigneur, votre père à tous !

Si vous devez toujours vous soumettre aux mensonges hypocrites, qui vous présentent Dieu comme le type des tyrans, et le Christ comme un précheur de suicide à l'usage du peuple et au profit des rois.

Et elle interroge vos yeux qui flamboient à ces pensées terribles, et tournée vers le côté où se lève le soleil, elle s'écrie : « Aux armes ! déshérités de la société, opprimés de toutes les castes et de tous les pays ! A bas les esclaves couronnés, les oppresseurs et les tyrans ! Peuples, levez-vous, levez-vous ! l'heure sonne, l'heure est sonnée ! »

Elle est ressuscitée la reine puissante, la noble Liberté ! Elle s'est élancée hors de la tombe comme un aigle terrible aux blanches ailes de colombe ! Elle est ressuscitée ! Sa robe de pourpre et d'or s'entoure, en ondoyant, d'une écharpe d'azur. Son pied victorieux se pose sur la chevelure sanglante de l'antechrist du Nord, et sa tête au front superbe s'élève sur le monde couronné par la lumière !

M. N. CONSTANT.

ADRESSE D'UN OUVRIER

A SES FRÈRES OUVRIERS DE TOUS LES CORPS D'ÉTAT.

CITOYENS,

Le temps presse ; nous avons le nombre pour nous. Je crains néanmoins que nous ne sachions pas mettre cet avantage à profit. Il ne dépendrait cependant que de nous, si nous voulions nous entendre, d'envoyer à l'Assemblée nationale les citoyens les plus dignes et les plus capables. Ce que nous devrions faire, ce serait de nous réunir immédiatement, le plus grand nombre possible, chacun dans nos corporations respectives, et nommer parmi nous, après avoir entendu les diverses professions de foi de ceux qui seraient présentés ou qui se présenteraient pour la candidature, celui qui nous donnerait le plus de gages de confiance par son passé et pour l'avenir. Les candidats des divers corps d'état se réuniraient et appelleraient dans leur sein quelques penseurs, philosophes et socialistes, les mieux connus, et, de concert avec eux, nous dresserions une liste de trente-quatre noms, parmi lesquels, savants et travailleurs, prendraient place d'une manière proportionnelle et satisfaisante pour tous, et qui, par le concours et l'appui mutuels, nous assureraient le succès des élections.

Quelques-uns de mes amis m'ayant engagé à me présenter comme candidat, j'ai accepté ; mais comme j'ai toujours su faire abnégation de tout sentiment d'orgueil et d'intérêt personnel quand il s'est agi de l'intérêt commun, je suis prêt à me retirer et à faire place à un citoyen plus méritant, et pouvant être plus utile que moi aux intérêts de la République.

Néanmoins, je crois devoir faire ma profession de foi.

Dès l'âge de quinze ans, je prenais part aux mémorables journées de 1830, et pendant les dix-huit années qui viennent de s'écouler jusqu'à ce jour, il ne s'est pas fait une seule démonstration ni protestation contre la tyrannie et en faveur du républicanisme, à main armée ou autrement, sans que j'y aie pris une part active. J'ai obtenu dans plusieurs circonstances le suffrage de mes camarades et amis politiques, pour défendre et représenter nos intérêts communs.

Je n'ai jamais cessé de propager les idées républicaines et sociales ; ce qui m'a valu, à certaines époques, les honneurs de la persécution.

Aussi, relégué dans la plus malheureuse condition de la société, et à même de juger des misères humaines par expérience, demanderai-je l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, source de tous les maux ; la multiplication des machines au profit de tous, par l'association industrielle et agricole, en faisant appel à la richesse, afin de n'obtenir ces

résultats que d'une manière pacifique, et de n'appliquer que ce qui est sagement et raisonnablement applicable dans l'intérêt de tous, riches et pauvres, ce qui aura pour conséquence l'application de notre immortel principe : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

JOUY, ouvrier ébéniste,
Rue de la Planchette, 2 bis (faubourg Saint-Antoine.)

CLUB DE LA MONTAGNE.

Séance du 27 mars.

La séance est ouverte à huit heures un quart.

Un citoyen interpelle le président et les membres du bureau pour savoir pourquoi ils ne se sont pas trouvés dimanche, selon leur promesse, à la manifestation des Polonais.

Le président répond qu'il s'est trouvé à une heure précise sur la place de la Révolution, qu'il n'a pas vu le drapeau, et qu'il a attendu jusqu'à deux heures.

Le délégué porteur du drapeau explique le fait, en faisant connaître à l'assemblée que les Polonais sont partis vingt minutes avant l'heure annoncée et qu'il les a suivis.

Les autres membres du bureau ne donnent aucune excuse.

Le citoyen Esquirois a la parole sur l'ordre du jour, qui est la question électorale.

Le citoyen Esquirois appuie sur la nécessité d'appeler à l'assemblée nationale des hommes nouveaux, c'est-à-dire des hommes purs, qui n'aient aucunement trempé dans la corruption du régime précédent. — Je crois, s'écrie-t-il, je crois, citoyens, qu'il sera bon, qu'il sera prudent, d'éliminer du nombre de nos représentants ces hommes d'opposition systématique qui n'étaient pour ainsi dire que la contre-épreuve des *centriéristes* et des *satisfaites* ; ces hommes qui voudraient nous imposer la régence, et qui certainement chercheraient à opérer une contre-révolution. Il nous faut, je pense, autant que possible, des hommes entièrement purs, des patriotes éprouvés, choisis tant parmi les savants, les écrivains, que parmi les ouvriers.

La proposition du citoyen Esquirois est adoptée.

On demande quelles sont les qualités et les garanties que doivent donner les candidats.

Un citoyen prétend qu'il faut d'abord que le candidat reconnaisse le suffrage universel.

Un autre citoyen annonce qu'il faut qu'il reconnaisse non-seulement le suffrage universel, mais encore le suffrage direct, la souveraineté du peuple et sa souveraineté non-aléatoire.

A. Constant, président, appuie ce que vient de dire le citoyen. Il signale des tentatives de contre-révolution, engage le peuple à veiller à maintenir ses droits : — Louis-Philippe est tombé, dit-il, mais Louis-Philippe n'était que la tête du gouvernement de corruption ; le corps est resté ; les bourgeois satisfaits sont debout et trament des cabales dans l'ombre. Ils ont peur, parce qu'ils sentent l'étendue de leurs crimes ; ils craignent le poignard et l'incendie, parce qu'ils sentent que la société se divise en deux classes, ceux qui sont exploités et ceux qui exploitent, ceux qui mangent et ceux qui sont mangés, ceux qui ont l'argent et ceux qui ont les bras, et ils savent qu'une de ces deux classes a trop opprimé l'autre, et ils craignent qu'il n'y ait plus de pardon possible. Ils complotent alors pour se défendre, au lieu de s'allier au peuple. Ils ne savent pas que les prolétaires veulent la justice et non la réaction, que le peuple oublie les haines en face de la victoire, que ce qu'il réclame ce ne sont pas ses droits de vengeance, mais ses droits de fraternité !

Le citoyen Moins revient sur les qualités qu'on doit exiger d'un candidat. Il signale huit questions que les comités électoraux doivent lui adresser avant de le recevoir, et sur chacune desquelles il doit faire sa profession de foi.

Le citoyen Constant présente à l'assemblée l'objection spécieuse d'Émile de Girardin à la *Démocratie Pacifique*. Que si la majorité de l'Assemblée nationale décrétait la régence, devrait-on se soumettre à la régence ? ou annuler le décret et engager un conflit entre l'Assemblée et le peuple ? Il demande au club quels sont les moyens à employer pour empêcher qu'une majorité factice poussée à l'Assemblée nationale par le parti rétrograde ne vienne mettre ainsi la France dans une nécessité de guerre civile.

Le citoyen Milleville propose de n'envoyer autant que possible à l'Assemblée nationale que des hommes éprouvés, et de leur faire signer par avance une profession de foi.

Le citoyen Esquirois demande s'il ne serait pas imprudent de s'en tenir ainsi à la parole des candidats, qui pourront, une fois arrivés à l'Assemblée, mentir impunément à leur profession de foi. Il propose que dans les différentes localités soit institué un tribunal d'électeurs chargés de surveiller la conduite des députés à la Chambre, et de les déposer même, si leur conduite n'était pas conforme à leur promesse et s'ils trahissaient leur mandat.

Le citoyen Legallois demande la parole.

Le président. — La parole est au citoyen vice-président.

Citoyens, dit le vice-président, deux clubs portent le nom de Club de la Montagne ; l'un se trouve à Montmartre, et prétend qu'il existe, lui et son nom, avant notre propre club. Or, je proposerai d'appeler celui-ci : Club de la Montagne du Carré Saint-Martin.

Une voix. — Non ; notre club existe avant celui de Montmartre ; nous devons garder notre nom.

Le citoyen Legallois. — Fort bien. Maintenant il me reste à vous proposer qu'une commission de femmes soit admise à soumettre à vos lumières les questions relatives à leurs travaux, à leurs mœurs, à leur bien-être, enfin. C'est de la femme que dépend l'avenir et le bonheur du monde. Il faut lui accorder l'aisance et la tranquillité que nous voulons pour nous. Il faut enfin que le travail lui donne des ressources telles, que la femme ne soit pas forcée de les aller chercher dans le vice pour subsister ! (Oui, oui ! bravo !)

Un membre, le délégué Martin, fait remarquer que la grâce et la décence de la femme forment sa souveraineté ; qu'il ne faut donc point la mêler à des discussions publiques et politiques.

Un citoyen fait connaître un fait déplorable qui se serait passé à la mairie du 7^e. Un employé aurait refusé d'inscrire le citoyen Munié sur les listes d'électeurs, sous prétexte qu'il est logé en garni.

L'ordre du jour pour la prochaine séance est toujours la question électorale.

On distribue des cartes d'entrée dans les divers clubs de Paris aux délégués de la Montagne.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire du Club de la Montagne.

AUX CLUBS DÉMOCRATIQUES DE PARIS.

La République serait un mensonge si elle ne devait être que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre.

Il ne suffit pas de changer les mots, il faut changer les choses.

La République, c'est l'émancipation des ouvriers, c'est la fin du règne de l'exploitation, c'est l'avènement d'un ordre nouveau qui affranchira le travail de la tyrannie du capital.

Liberté, Égalité, Fraternité !

Cette devise, qui brille au fronton de nos édifices, ne doit pas être une vaine décoration d'opéra.

Point de hochets ! nous ne sommes plus des enfants. Il n'y a pas de liberté quand on manque de pain ! Il n'y a pas d'égalité quand l'opulence s'étale à côté de la misère. Il n'y a pas de fraternité quand l'ouvrière se traîne avec ses enfants affamés aux portes des palais.

Du travail et du pain.

L'existence du peuple ne peut rester à la merci des frayeurs ou de la malveillance des capitaux.

Les sociétés populaires qui partagent ces principes sont invitées à choisir trois délégués, qui se réuniront en comité central des élections, dimanche 2 avril, à onze heures précises du matin, dans la salle des conférences, rue des Poirées, près la Sorbonne.

Les délégués des clubs seront seuls admis, et devront être porteurs de pouvoirs en règle de leurs sociétés respectives.

L.-A. Blanqui, président de la Société Républicaine centrale.

Michelot, président du club de la Sorbonne ou de la Jeune Montagne.

Feuillâtre, président du club des Travailleurs.

Mouton, de l'Union des Travailleurs.

P. Séguin, de la Société politique des Ouvriers.

Dezamy, du club des Gobelins.

Villain, des Droits de l'homme.

Chipron, du club Popincourt.

Baudin, du club de l'Avenir.

X. Durrieu, un des délégués de la Société Républicaine centrale.

Auguste D. Legallois, éditeur propagandiste et évangélique, fondateur du club de la Montagne.

ASSOCIATION DE L'UNION DES TRAVAILLEURS.

Dans la réunion tenue hier par cette Association, dans la salle Chabrol, marché Saint-Laurent, il a été constaté de nombreuses violations des règles prescrites par le Gouvernement provisoire pour la formation des listes électorales. Ces violations ont eu lieu dans presque toutes les mairies, et notamment dans les 5^e, 6^e, 9^e et 12^e arrondissements. Dans toutes les mairies on a refusé d'inscrire des travailleurs parce qu'ils logeaient en garni. C'est un abus qui devrait entraîner la destitution immédiate de ceux qui l'ont commis.

Les maires n'ont le droit d'exiger que trois justifications :

- 1^o Celle de la qualité de Français ;
- 2^o Celle de l'âge de vingt et un ans ;
- 3^o Celle d'une résidence de six mois dans la commune où l'on veut voter. Peu importe qu'on loge en garni ou dans ses meubles. Paris ne forme qu'une seule commune ; ainsi, il n'est pas nécessaire d'avoir une résidence de six mois dans l'arrondissement où l'on veut voter ; il suffit pour avoir le droit de voter à Paris d'habiter Paris depuis six mois.

Un bal au profit des pauvres honteux du carré Saint-Martin a été donné rue Frépillon, 24, en face de la barricade sur laquelle le peuple a accompli des prodiges de vaillance.

C'est au milieu de ce quartier qu'on a remarqué, pendant les deux jours de la lutte, un jeune homme pâle, à la barbe blonde et aux grands cheveux éfarés, excitant de la voix et du geste les combattants, se multipliant sur tous les points pour enflammer leur courage et les entraîner à la victoire. Ce jeune homme, nous dit-on, avait longtemps souffert sous le gouvernement déchu, et avait été condamné, il y a un an, encore à deux ans de prison pour délit de presse. Aussi, ayant trouvé son salut dans ce quartier, il a voulu en être le sauveur, pendant les trois jours de danger, Dieu l'ayant inspiré et rendu tout-puissant ces jours-là.

(Extrait du Représentant du Peuple.)

Le Rédacteur en chef : A. CONSTANT.

Imprimerie Dondey-Dupré, rue Saint-Louis, 46, au Marais.